

Bujumbura contre l'idée d'une enquête internationale sur la distribution d'armes

@rib News, 11/04/2014 â€“ Source XinhuaLe gouvernement burundais est contre la mise sur pied d'une commission d'enquÃªte internationale indÃ©pendante sur la distribution allÃ©guÃ©e d'armes aux "Imbonerakure", membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, a dÃ©clarÃ© vendredi Ã Bujumbura le ministre burundais de la SÃ©curitÃ© publique, Gabriel Nizigama (photo).Le ministre Nizigama a fait cette dÃ©claration en rÃ©agissant Ã une dÃ©claration sortie la veille Ã Bujumbura par le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral adjoint des Nations Unies en charge des questions du gÃ©nocide, Adama Dieng. Selon ce dernier, "une commission internationale d'enquÃªte serait nÃ©cessaire pour Ã©tablir la lumiÃ¨re nÃ©cessaire sur ces allÃ©gations faisant Ã©tat d'une distribution illÃ©gale d'armes Ã feu Ã des jeunes affiliÃ©s au parti au pouvoir".M. Niihama a indiquÃ© que les services burundais de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© sont assez outillÃ©s techniquement pour ne pas solliciter un appui Ã ce stade pour vÃ©rifier la vÃ©racitÃ© de ces informations qui se basent des rumeurs."Nos services sont Ã la hauteur et sont prÃªts Ã tout faire pour prÃ©venir tout ce qui viendrait perturber la paix et la sÃ©curitÃ© dans notre pays. Solliciter un appui dÃ©pendrait des services qui sont chargÃ©s du renseignement", a-t-il dÃ©clarÃ©."L'appui ne s'impose pas, mais qu'il est sollicitÃ© suivant un canal trÃ©s bien prÃ©cis. En un mot, on n'est pas Ã l'heure de demander un appui pour faire une enquÃªte internationale sur ces informations, car les services des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© sont capables d'aller de l'avant", a affirmÃ© le ministre.Le 3 avril dernier, le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) avait transmis une note confidentielle aux Nations Unies des informations qui fait Ã©tat de la distribution allÃ©guÃ©e d'armes Ã la jeunesse du parti au pouvoir, le Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie-Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (CNDD-FDD).Le CNDD FDD a dÃ©menti ces allÃ©gations jeudi, comme l'avait fait le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza le 8 avril. Ce dernier a dÃ©clarÃ© que "ces informations sont erronÃ©es et dÃ©coulent d'une simple manipulation de l'opinion".